

CONV 639/03

CONTRIB 286

**FÖLJENOT**

---

från:	Sekretariatet
till:	Konventet
Ärende:	<b>Bidrag från Péter Balázs och József Szájer, ledamöter av konventet, och Neil MacCormick, Péter Eckstein-Kovács och István Szent-Iványi, suppleanter i konventet</b> <b>"Respekt för minoriteter och den europeiska konstitutionella strukturen"</b>

---

Konventets generalsekreterare har mottagit åtföljande bidrag från Péter Balázs och József Szájer, ledamöter av konventet, och Neil MacCormick, Péter Eckstein-Kovács och István Szent-Iványi, suppleanter i konventet.

\_\_\_\_\_

## LE RESPECT DES MINORITÉS ET LA STRUCTURE CONSTITUTIONNELLE EUROPÉENNE

Le Conseil européen de Copenhague de juin 1993 a arrêté un certain nombre de critères politiques pour l'adhésion des Etats candidats d'Europe centrale et orientale : disposer « d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'Homme, **le respect des minorités et leur protection** ».

Entretemps, en mai 1999, le Traité d'Amsterdam est entré en vigueur, et les critères politiques définis à Copenhague ont été inscrits, en substance, dans le Traité sur l'Union Européenne comme principe constitutionnel. En effet, l'article 6, paragraphe 1er du Traité consolidé sur l'Union Européenne se contente de disposer que « l'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit ». L'écart entre les deux textes est apparent. Le respect des droits de minorités, et plus particulièrement le respect des droits spécifiques aux minorités nationales ne figure non plus dans le projet du Traité constitutionnel.

En 1993 les critères de Copenhague ont défini les tâches que les pays aspirant à adhérer à l'Union européenne devaient accomplir. Parmi ceux-ci figure le respect des minorités et leur protection. Les pays candidats qui vont bientôt devenir membres de plein droit de l'Union européenne, dont la constitution est dans nos mains, doivent d'ores et déjà respecter tous les critères qui ont été formulés lors du Conseil de Copenhague en tant que valeurs communes de l'Union européenne. Celles-ci doivent être respectées au sein de l'Union européenne, et en conséquence inscrites dans la Constitution en cours de préparation.

En recensant les propositions d'amendements des premiers 16 articles il est à constater que plusieurs d'entre elles portent sur la problématique des minorités, notamment sur la mention expresse de la protection des droits des minorités en tant que principe général du droit et aussi le respect de la diversité culturelle, linguistique, et régionale, ainsi que le renforcement du principe de la non-discrimination.

Prenant en considération tous les éléments mentionnés ci-dessus, il nous semble souhaitable d'inclure dans la Constitution à venir les références expresses portant sur le respect des droits des minorités, de la diversité culturelle, linguistique, et régionale, ainsi que le renforcement du principe de la non-discrimination.